

Collèges, hôpitaux, chômage : il faut embaucher !

Cette semaine sera marquée par la grève dans les collèges et dans les hôpitaux. Ces deux grèves ont fondamentalement les mêmes raisons : le manque de personnel. Au-delà des polémiques politiciennes sur les programmes, les collèges, et l'école en général, souffrent du manque de moyens, du manque d'enseignants et de l'impossibilité de travailler avec des classes à effectifs réduits pour pouvoir s'occuper de tous les enfants.

Dans les hôpitaux, les médecins, les infirmières et les aides soignantes n'arrivent plus à poser leurs congés parce qu'il manque du personnel. Quelle conclusion en tire, à Paris, la direction des hôpitaux : qu'il y a trop de congés, trop de RTT et qu'il y a un problème avec les 35 heures !

Sur tous ces sujets, la droite et les socialistes inventent des controverses pour ne pas parler de l'essentiel, de la nécessité qu'on a là, sous nos yeux, celle d'embaucher massivement dans les hôpitaux et dans les collèges.

Dans le même temps, ils veulent nous faire croire que le problème du chômage est insoluble parce que, disent-ils, il n'y a pas de travail pour tous et qu'il n'y a plus d'argent.

Nombre de salariés sont débordés, épuisés par la tâche, par des cadences de travail et des horaires insoutenables, et pas seulement dans les hôpitaux ou les collèges. C'est vrai dans les usines, dans les supermarchés, dans le bâtiment... jusqu'au monde de la recherche. Et ils osent dire qu'il n'y a pas de travail dans la société ! Et il faudrait accepter que de plus en plus de femmes et d'hommes soient condamnés à l'inactivité, au chômage et à la misère ?

Quant au manque d'argent, le gouvernement a généreusement octroyé 40 milliards au patronat pour qu'il crée des emplois. Faut-il rappeler que le crédit d'impôt compétitivité emploi était censé créer un million d'emplois ? Depuis qu'il a été mis en place, il y a eu 300 000 chômeurs de plus. Où sont passés les milliards distribués ?

Depuis trois ans, le gouvernement a montré qu'il était dans le camp des licenciés et des fabricants de chômage. Et non content de faire le jeu des possédants, il sème la suspicion sur les chômeurs en parlant de renforcer leur contrôle.

Mais les vrais assistés sont les Peugeot, les Sanofi, les Carrefour. Au lieu de renforcer le flicage des chômeurs, ceux qu'il faudrait contrôler, ce sont ces

grands groupes qui vident les caisses de l'État au prétexte de l'emploi qu'il faudrait faire.

En comptant tous les chômeurs, ceux qui ont un petit temps partiel ou qui travaillent par intermittence, il y a plus de six millions de femmes et d'hommes qui cherchent un emploi. C'est une catastrophe pour les jeunes, condamnés à vivoter de petits boulots en petits boulots. Une catastrophe pour les plus âgés, pour ceux usés par le travail, qui ont peu de chance d'en retrouver un.

Le chômage est une catastrophe sociale qui n'épargne personne, pas même les plus qualifiés. Laisser croire qu'il relève de la mauvaise volonté des uns ou des autres est abject. Quant à invoquer le manque de formation, alors que des dizaines de milliers de diplômés occupent des emplois non qualifiés, c'est encore une façon de culpabiliser les chômeurs.

400 suppressions d'emplois à Intermarché ; 500 à Renault Trucks ; 2 200 licenciements chez Mory Global ; 4 000 salariés sur la sellette à Areva, des craintes à Air France, des plans de suppressions d'emplois dans tous les grands groupes, voilà le problème ! La seule façon de lutter contre le chômage, c'est d'interdire les licenciements et de répartir le travail en prenant sur les profits.

Le chômage de millions de femmes et d'hommes compte parmi les gâchis les plus révoltants de la société capitaliste. En France, cela fait plus de 30 ans qu'il y a un chômage de masse et qu'une partie de la population est rejetée de la société.

Tous ceux qui se relayent au pouvoir considèrent que les profits de la bourgeoisie sont intouchables et qu'il est normal qu'ils soient dilapidés dans des caprices de riches ou dans la spéculation. Ils considèrent que les capitalistes ont le droit de tout faire, y compris licencier pour accroître leurs profits. Dans ces conditions, le chômage ne peut qu'augmenter.

L'intérêt de la majorité travailleuse est inverse. Il imposerait au contraire que le travail soit réparti entre tous et organisé en fonction des besoins les plus essentiels à la population.

Il faut que les milliards accumulés par le grand capital, qui sont le fruit du travail de tous, servent à organiser l'économie et le travail de façon juste et rationnelle. Alors, on pourra mettre fin au chômage et aux insuffisances de l'éducation et de la santé publiques.

On est déjà à fond !

Partout dans l'usine, la direction a tellement taillé dans l'effectif, qu'elle voudrait qu'on courre à droite et à gauche.

Nous, on est pour l'embauche. Les excès de vitesse, on les laisse à la direction.

Non au tripatouillage des horaires

À l'EB, on a été prévenus au dernier moment du report d'un mois au minimum de l'équipe de nuit. Il paraît qu'il y a moins besoin de moteurs que prévu.

Ceux qui s'étaient organisés pour la nuit devront changer leurs projets. Ça serait plus simple pour nous tous si les samedis obligatoires étaient supprimés !

Train d'enfer

Encore un accident en Logistique DV ! Cette fois-ci, c'est un chariot Manuline qui a basculé. Ces chariots mal conçus sont dangereux. À chaque accident, on nous promet une étude du problème, qui aboutit à quelques bricoles.

Et les trains de chariots continuent à rouler... jusqu'au prochain accident.

Guignols !

Après 5 ans chez PSA, Varin va toucher 300 000 euros de retraite complémentaire jusqu'à la fin de sa vie. Quand nous partons en retraite après 40 années de travail, on touche des retraites de 1200-1300 euros.

Dire que pendant 40 ans, on aura entendu des zouaves comme Varin nous expliquer que l'entreprise va mal, qu'il faut faire des économies etc...

Un CDD qui coûte cher

Il manquait quelques mois à Varin pour avoir droit à sa retraite chapeau. PSA les lui a offert en rajoutant un CDD de quelques mois à la fin de son contrat de PDG pour une « mission d'assistance » de suivi des accords avec Dongfeng.

Un CDD qui va coûter à PSA 15 millions environ en comptant l'espérance de vie moyenne pendant laquelle l'ex-PDG va toucher sa retraite dorée.

On travaille, ils gaspillent

L'ensemble des travailleurs du groupe va payer 300 000 euros par an à Varin. Cela s'ajoute aux 800 000 euros de retraite chapeau qu'on paye déjà à Folz, Pdg de 1997 à 2007 et à tous les autres.

Cet argent, c'est celui des salaires bloqués officiellement depuis 2012. C'est à nous et il faudra aller le chercher.

Cumulard !

En plus de sa retraite chapeau, Varin touche 120 000 euros en tant que président du conseil d'administration d'Areva... qui vient d'annoncer des milliers de suppression d'emplois. Licencié, ça paye !

On entend souvent dénoncer les « assistés », ceux qui profitent des aides etc... Varin cumule un job bien payé (10 000 euros mensuels) et une retraite !

Les vrais assistés, ce sont ces dirigeants, ces gros actionnaires, qui se goinfrent pendant qu'on n'arrive pas à joindre les deux bouts.

PSA spéculé

Après le siège, Sochaux, Trémery et Borny, PSA a annoncé son intention de vendre 70 hectares de terrain du site de Poissy.

PSA ne vend pas seulement des voitures. Il se lance, avec la complicité des pouvoirs publics, dans la spéculation immobilière.

Y'a des sous dans la caisse !

« Peugeot un nouveau riche » explique le journal *Les Echos*. Inutile de dire qu'il s'agit du groupe pas de nous dont les salaires sont bloqués depuis des années.

PSA a fini l'année 2014 avec 548 millions dans ses caisses alors que la dette était de 4,18 milliards un an plus tôt. Pas de mystère : ces nouveaux riches le sont de notre travail.

Des révélations... pas surprenantes

Kerviel est ce trader dont la Société Générale disait qu'il lui avait fait perdre 6 milliards dans des spéculations non autorisées et qui avait été lourdement condamné pour cela.

Mais la policière chargée de l'affaire dit que la banque a menti car elle savait ce que faisait Kerviel. Elle ajoute que la Société Générale a manipulé les enquêteurs. Une banque qui spéculé, ment et manipule la justice... c'est dans la nature des choses.

23, 24, 25 mai : fête de Lutte ouvrière

Du samedi 23 au lundi 25 mai, se tiendra la Fête de Lutte Ouvrière, à Presles (Val-d'Oise).

Ce seront trois jours de spectacles dans un parc boisé (avec Archimède, Les Blérots de R.A.V.E.L, Natalia Doco, R.I.C., etc.), de bals, de cinéma, de jeux, d'animations de rue, d'expositions, de débats, de bons repas, de détente... et de fraternité.

La carte d'entrée coûte, achetée à l'avance, 15 euros pour trois jours et sur place, 20 euros. Pour plus de détails : fete.lutte-ouvriere.org ou 06 08 42 51 60